

# 548

# Domaine public

**J.A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 548 5 juin 1980  
Dix-septième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:  
Rudolf Berner  
Jean-Pierre Ghelfi  
François Brutsch

## Recherche: les prêtres et les laïcs

*Il n'y a pas de raison de mettre en doute les affirmations du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS): ses critères d'attribution de subventions sont des critères scientifiques; il ne se laisse pas guider par des considérations d'ordre politique. Voyons quand même tout cela d'un peu plus près!*

*Depuis bientôt vingt ans, le Mouvement populaire des familles (MPF) a contribué à faire connaître les conditions de vie des familles salariées; pas seulement par sa pratique militante et son engagement concret en faveur du milieu populaire, mais également par des enquêtes menées avec toute la rigueur scientifique nécessaire; des experts sont là pour en témoigner.*

*Malheureusement, ces enquêtes se sont limitées à la Suisse romande, faute de moyens financiers.*

*Le MPF n'a pas mesuré sa peine: en 1977 ce sont les militants qui ont effectué les interviews et le GRISOC, un groupe de sociologues, leur a fourni un appui technique pour l'élaboration du questionnaire et le traitement des données.*

*Pourquoi alors le triple refus du FNRS en 1977 et 1979?*

*Il se pourrait que les requérants soient incompetents et on comprendrait le Fonds national de ne pas vouloir dilapider ainsi plusieurs dizaines de milliers de francs.*

*Seulement voilà: un doyen de l'Université de Genève, éminent économètre, parlait déjà, à propos de l'enquête de 1967, d'une œuvre de pionnier; en 1978 quatre professeurs de sociologie de Genève expriment leur soutien au projet de recherche; le Bureau fédéral de statistiques félicite les auteurs de l'enquête qui sont invités à présenter leurs résultats dans les écoles sociales, les services de l'Etat,*

*devant le congrès de la Société suisse de sociologie. Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher.*

*Le sujet, peut-être? Le Fonds justifie son premier refus par le fait qu'il ne s'agit pas d'une recherche fondamentale. Chercher à mieux connaître le milieu populaire, tenter de donner aux familles salariées une meilleure connaissance d'elles-mêmes, ce n'est pas fondamental, c'est «bêtement» pratique! Etudier le problème de l'intégration des Thibétains en Suisse (105 000.-) ou les valeurs culturelles du confucianisme dans le développement social de la Corée depuis 1400, voilà qui est fondamental et qui touche un nombre considérable de personnes. Tandis que le milieu populaire, vous connaissez?*

*Mais il y a plus grave. Où va-t-on si la recherche scientifique se met à émigrer hors des universités, si le confortable monopole des professeurs s'effiloche? Si des laïcs se mettent à enquêter, si les observés deviennent à leur tour observateurs, si les sujets d'expérience se mettent eux-mêmes à tirer des conclusions. On comprend que cette perspective puisse désarçonner les experts du Fonds national et déborder largement leur compréhension de la qualité scientifique.*

*Le refus du Fonds national de prêter la main à l'entreprise courageuse et originale du MPF aura au moins un mérite: celui de mettre en lumière les critères parfois obscurs qui président au choix du plus important organe de la recherche en Suisse. Premièrement être connu, avoir déjà réalisé des recherches. Deuxièmement proposer des sujets insignifiants ou très abstraits, bref des sujets qui ne provoqueront pas de vagues; ou, autrement exprimé, répéter ce qui a déjà été dit en utilisant des méthodes largement éprouvées.*

*Voilà des critères scientifiques qui traduisent une politique de la recherche timorée et conformiste, voilà une attitude qui transpire des considérations d'ordre politique les plus étroites et les plus mesquines.*

GENÈVE

## Université: la droite a la mémoire courte

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était? Dieu merci, la droite, comme toujours, n'apprend rien. Nous n'avons plus besoin, pour nous rassurer à ce sujet, d'écouter Giscard d'Estaing. Il suffit de lire la «lettre ouverte» de cinq professeurs d'université qui agite actuellement le Landerneau politique et enseignant genevois.

Dix ans après la grande trousse des années 1968/1970, on réclame la liquidation des institutions «participatives», qui seraient devenues effectivement inutiles dans le calme plat actuel. De quoi s'agit-il? La loi universitaire adoptée en 1973 par le Grand Conseil unanime dotait les départements et les sections des Facultés, ainsi que l'Université, de conseils délibératifs élus, où siègent pour moitié des représentants du corps professoral, pour un quart des collaborateurs de l'enseignement et de la recherche, pour un quart encore des étudiants, et enfin — dans une arithmétique très particulière et savamment calculée — un reste de personnel administratif et technique.

A ces conseils ont été accordées des compétences limitées mais réelles, ce qui fait que seules les

nominations des enseignants et l'élaboration des budgets demeurent dans le domaine réservé des professeurs ordinaires et extraordinaires.

Deux autres innovations encore à signaler. L'une, majeure, imitée d'ailleurs depuis lors par plusieurs autres lois universitaires dans notre pays: la limitation en général à cinq ans de la durée des mandats de certaines catégories de collaborateurs de la recherche et de l'enseignement. L'autre, mineure, un système électoral compliqué pour les exécutifs — directions de départements, doyens de facultés, recteurs — soit la désignation de candidats pour le collège des professeurs de l'unité concernée et l'élection pour le conseil délibératif.

### SEPT ANS D'EXPÉRIENCE

Sur un certain nombre de points, la loi ne donne pas satisfaction, c'est certain. Son application s'est révélée d'une complexité redoutable. Le processus de décision est alourdi par la lenteur des procédures. Les compétences des différents organes ont tendance à se mêler. La gestion de l'Université exhale un pénible parfum de jûdisme. Tout cela ne surprendra pas ceux qui, en 1973, avaient vainement demandé aux autorités qu'on assortît la loi d'une clause de révision, au

nom du caractère expérimental de plusieurs de ses dispositions.

La limitation draconienne de la durée des mandats des collaborateurs de l'enseignement et de la recherche pose d'ailleurs tant de problèmes sociaux, scientifiques et d'enseignement que des assouplissements ont déjà été introduits dans la pratique. Des accidents de parcours survenus dans les élections de précédents rectorats et d'autres menues difficultés ont en fait amené la commission du Grand Conseil chargée d'examiner la structure du corps enseignant à entamer la révision générale de la loi universitaire.

Tel est le climat dans lequel, il convient de lire la «lettre ouverte» des cinq professeurs, parmi les plus connus sur le plan scientifique ou professionnel des facultés des sciences, de médecine et de droit. Parmi eux, un ancien vice-recteur, les deux membres du conseil de l'Université, qui parlent d'or puisque la récente élection du rectorat pour la période 1980-1983 a été à nouveau émaillée de difficultés dont on sait qu'elles ne sont pas toutes venues des assistants, des étudiants ni du personnel administratif et technique.

Ce qui frappe, quand on met en balance l'excel-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Armements et emplois

J'ai passé, savez-vous, un triste week-end de Pentecôte! A traduire en français un document de travail suisse-allemand consacré à l'exportation des armes.

Tout d'abord ceci: que depuis le vote sur l'initiative contre lesdites exportations, en 1972, elles ont plus que doublé, passant de 204 millions à 425 mil-

lions. Et 84 millions pour les trois premiers mois de 1980.

En ce qui concerne les premiers mois de 1980: j'ai la joie de voir que nous n'avons livré que pour 16 francs (seize!) à l'Afrique du Sud... Nos adversaires ne manqueront pas de dénoncer les manœuvres souterraines du POP en voyant que la Tchécoslovaquie en a touché pour 23 400 francs, et l'Algérie pour 438 000 francs. Peut-être d'ailleurs se joindront-ils à nous pour déplorer les armes livrées à Singapour pour la somme de 1 million 885 765

francs, étant donné que seul le diable sait entre les mains de qui ces armes ont finalement abouti...

C'est d'ailleurs ce qui ressort du document traduit: la parfaite indifférence des marchands d'armes à toute considération «morale» - tous leurs efforts visant à tourner les quelques obstacles, bien modestes et considérablement diminués *depuis 1973*, que les dispositions fédérales en la matière pourraient dresser sur leur chemin.

... La parfaite indifférence, également, à l'égard des intérêts de la Confédération suisse et des travailleurs suisses: un grand nombre d'entreprises

lence scientifique, la réputation et la position des signataires avec le contenu de la lettre en question, c'est l'extraordinaire faiblesse de l'argumentation et la naïveté de l'analyse.

## UN RÈGLEMENT DE COMPTES

Là où la situation demandait une étude objective, nous ne trouvons en fait qu'un règlement de comptes, profondément subjectif, qui tend à faire croire à un âge d'or avant la loi de 1973! Il faut avoir décidément la mémoire bien courte, ou beaucoup de myopie intellectuelle, pour avoir ainsi oublié ce qu'ont pu être dans le passé les séances du Sénat de l'Université, et condamner les intrigues et les palabres du présent au nom de l'efficacité dont auraient fait preuve précédemment les professeurs lorsqu'ils dirigeaient seuls la maison.

En soi, la «lettre ouverte» des cinq professeurs n'est donc guère intéressante, si ce n'est qu'elle dit tout haut ce que pensent probablement une majorité de professeurs ordinaires et extraordinaires, malgré les affirmations de l'association qui les réunit, malgré les affirmations du rectorat.

Il reste que la démarche, l'appel à l'opinion

suisses ont transféré à l'étranger une partie de leurs activités (réduisant ainsi au chômage des ouvriers de chez nous), non pas pour tourner des dispositions trop restrictives, mais simplement parce que *la main-d'œuvre à l'étranger est meilleur marché et que les ouvriers s'y trouvent sans défense.*

A ce propos, je lis avec intérêt dans *Retournez les fusils*, de Ziegler: «En 1977, près de 70% des cadres, employés et ouvriers des dix plus grandes sociétés industrielles suisses travaillaient à l'étranger, ainsi que 67% des cadres, ouvriers et employés des cinquante plus grandes sociétés suisses. Le

publique, est elle-même intéressante et révélatrice de l'atmosphère politique actuelle à Genève.

Les signataires n'ont pas caché — et avec eux ceux qui les soutiennent — qu'ils ont cherché à influencer les autorités au moment où le Grand Conseil entame la révision de la loi universitaire, révision pour laquelle un certain nombre de projets, partiels, ont été déposés par les libéraux, les socialistes et les démocrates-chrétiens. Il suffit de rappeler qu'en 1973, le Grand Conseil a élaboré la loi actuelle sans tenir compte des remarques et des suggestions du rectorat d'alors. Mais le corps professoral, ou certains de ses membres n'avaient pas osé bouger publiquement. Aujourd'hui, entre les intentions de la droite au Parlement et les nostalgies sans mémoire de certains enseignants universitaires, il y a plus qu'une coïncidence.

Car si les cinq signataires de la «lettre ouverte» n'avaient été mus que par une volonté de réforme et le souci du bien général, et non par le ressentiment, la politique ou la volonté de puissance, ils se seraient gardés d'un geste aussi intentionnellement violent, qui ne peut avoir d'autre interprétation que politique, quoi qu'ils disent.

mouvement des déplacements des installations de production (1978-79-80) s'accélère sans cesse.» (p. 144)

Et plus loin:

«Dans toute l'Europe occidentale, et notamment en Italie, en France, en Allemagne, en Suisse, des centaines de milliers d'emplois vont être supprimés au cours des années qui viennent par suite — je le répète — du transfert de la production industrielle dans les pays du tiers monde et de la concurrence encore plus intense que subiront les produits d'Europe (...). Cette situation entraîne (...) des

dangers mortels. Sans une riposte énergique, sans une théorie claire du processus, les travailleurs de France, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre vont tenir pour responsables de leur chômage et de la perte de leur pouvoir d'achat les ouvriers du tiers monde. Ils risquent de réagir à cette situation intolérable par l'arme la plus vieille, la plus terrible: le racisme, la xénophobie.» (pp. 154-46). Du moins, telle de ces industries pourrait-elle tenter de se justifier «en invoquant les «bienfaits» que constitueraient, pour les pays du tiers monde, les transferts de technologie impliqués dans la transplantation de la production industrielle d'Europe vers les pays d'outre-mer.»

Ziegler montre qu'en fait, il n'en est rien. Et il est bien clair qu'en tout cas, ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de l'industrie des armements.

Redisons-le: les partisans de l'exportation des armes ruinent le crédit de la Suisse; ils affaiblissent la défense nationale en affaiblissant l'économie suisse, en sapant la solidarité confédérale et en mettant en danger notre (relative) stabilité sociale.

J. C.

## A SUIVRE

Vaste mouvements de rocade dans les grands conseils d'administration helvétiques. Parmi les arrivées les plus remarquées, celle de Philippe de Weck qui, libéré de ses activités bancaires, occupera un siège d'administration à Oerlikon-Bührle.

\* \* \*

Le mensuel de gauche «das Konzept» est parfois provocateur, ce qui déplaît évidemment à pas mal de monde. Dans une invitation à s'abonner il rappelle, fort justement: «Das Konzept est ein Stück Presse Freiheit» (das Konzept fait partie de la liberté de la presse). «Domaine Public» aussi, espérons-le.

\* \* \*

Le quotidien zurichois «Tages-Anzeiger» accorde un tarif de faveur aux étudiants qui s'abonnent (une simple copie de la carte de légitimation est requise à cette occasion).

## POINT DE VUE

# Des femmes disponibles

Pour revenir à la récente publication<sup>1</sup> de l'OFIAMT sur le marché du travail, il est révélateur de voir comment nos autorités économiques envisagent le rôle des femmes dans le potentiel de main-d'œuvre dans notre pays d'ici la fin du siècle. L'OFIAMT les place dans la catégorie des «groupes particuliers» (ceci malgré le fait qu'elles constituent 34% de la population active) en compagnie des jeunes, des travailleurs âgés et des handicapés, parce que, comme ces autres groupes, elles ont «une position instable sur le marché du travail» (p. 159). L'objet de l'OFIAMT dans les neuf pages consacrées aux femmes (sur 190 pages; pour 34% de la population active!) est de voir si leurs problèmes «peuvent être atténués par des mesures prises en leur faveur» (p. 159). Les mesures pro-

posées par l'OFIAMT à cet effet sont l'assurance-chômage obligatoire (déjà instaurée), et la promotion de la formation de base ainsi que du perfectionnement professionnel des femmes. Très bien; rien de nouveau. Mais voilà une troisième mesure qui semble plus intéressante: «on retirera... combien il est important de maintenir des emplois à temps partiel, notamment pour les femmes mariées» (p. 181). Bravo! Quelle bonne manière de permettre aux mères de famille de résoudre le conflit potentiel entre maternité et profession; de s'engager un peu plus dans le monde du travail; de trouver un moyen de s'épanouir.

Mais non, mais non, il ne s'agit pas de ça, selon l'OFIAMT: «Une activité lucrative ininterrompue... même si l'horaire de travail est réduit, semble fournir les conditions les plus favorables... à la reprise de l'activité... on insistera sur le fait qu'une certaine continuité est souhaitable pour des raisons d'ordre purement économique (p. 181).» Ces raisons sont la diminution de la

main d'œuvre à partir de 1990; donc «le maintien chez la femme de la disponibilité à exercer une activité lucrative (revêtra) une importance croissante à long terme» (p. 182).

Et alors, le partage des rôles, l'égalité, l'épanouissement? Ce n'est pas notre affaire, dit l'OFIAMT: «Les opinions... ne sont pas unanimes... ce n'est pas la tâche des autorités chargées de mener à bien la politique du marché de l'emploi que d'influer sur les opinions et les mentalités lorsqu'il s'agit de questions sociales aussi délicates et cruciales (p. 181).»

Bon, maintenons les postes à temps partiel, pour que les femmes soient «disponibles» le jour où notre économie aura besoin d'elles!

«Mesure en leur faveur»? ou recette pour «une position instable»?

**Brigitte Dommen**

<sup>1</sup> «Politique concernant le marché du travail en Suisse: caractéristiques et problèmes». Volume 1, Berne 1980.

## GESTION ET CONTRÔLE

# Les obsessions des commissaires

Ainsi le veut la séparation des pouvoirs: les exécutifs et leurs services administrent, et les commissions de gestion des assemblées parlementaires surveillent. Moyennant quoi les uns et les autres se sentent confortés dans leurs rôles respectifs, et dans leur manière de s'en acquitter. Ce qui permet d'ailleurs aux administrations, dans leur pérennité, de prendre continuellement de l'empart, discrètement mais sûrement.

La mécanique est bien huilée, et fonctionne sans surprise jusqu'au jour où une commission de gestion prend sa mission de surveillance au sérieux et, sans se contenter d'inspections et de tournées plus

ou moins folkloriques sur le terrain, s'érige en espèce de cour des comptes — sans analystes financiers ni experts-comptables s'entend!

On devine le caractère des constatations et conclusions de rapports produits dans ces conditions: leur inspiration est politique — dans le meilleur et le pire sens du terme. Chacun y va de ses obsessions, et fait passer au peigne fin les secteurs qui lui semblent prioritairement dignes d'un coup de projecteur critique.

## LE TON D'OTTO FISCHER

Voyez les rapports récents de la Délégation des finances des Chambres fédérales ainsi que des deux Commissions de gestion de ces mêmes Chambres! La Délégation, dans laquelle les partis bourgeois envoient leurs députés les plus viscéralement anti-tatistes (d'Otto Fischer à Paul Eisenring en passant

par Félix Auer et Peter Hefti, par ailleurs tous administrateurs de sociétés anonymes), la Délégation donc s'en prend aux traitements des fonctionnaires supérieurs, à leur mise à la retraite anticipée, aux périodiques édités par divers offices fédéraux, aux consulats de moindre importance ouverts dans les pays voisins; avec un peu moins de petitesse, elle critique aussi l'extension des Stations de recherches agronomiques (effectivement déjà très développées), la gestion des Sucreries d'Aarberg et de Frauenfeld qui attendent les bénéfices des cours mondiaux ou, à défaut, les subventions fédérales, le coût très élevé du Centre fédéral d'instruction de Protection civile à Schwarzenbourg, ou encore l'invitation à épuiser les crédits votés par le Parlement faite aux cantons par l'Office fédéral de protection civile.

A noter que le Département militaire fédéral prend ses coups de semonce au passage, — mais il n'y a

pas de chiffres dans ce chapitre où on dit que «des frais considérables» ont été occasionnés ...depuis 1966 par le développement d'un émetteur-récepteur helvétiquement superperfectionné; où on dit aussi que les fabriques d'armement ont procédé à «des amortissements considérables ... provoquant un amoncellement de réserves cachées»; où on dit encore que la fabrique d'avions d'Emmen a exécuté des commandes pour des particuliers «à des prix ne couvrant plus les frais», — pour sauver l'emploi précise-t-on.

Côté Commission de gestion, la SSR, tête de turc attirée, passe évidemment au tourniquet, mais le Conseil fédéral répond point par point aux onze recommandations présentées en novembre dernier par la Commission. Les PTT et les Ecoles polytechniques ont également attiré l'attention, de même que le réseau de télécommunications des ambassades suisses ou l'organisation de l'Office de la santé publique. Plus fondamentales sont les enquêtes sur les services de traduction dans l'administration fédérale ou sur les garanties de sécurité des grands barrages. On vous le dit comme on l'a lu.

ALLELUUIA

## Une coopérative au-dessus de tout soupçon

Elections à la Migros. La grande entreprise n'a pas peur, elle le clame sur les toits; son grand patron, sûr de lui, déclare que son entreprise réalise déjà tous les objectifs proposés par les opposants de M-Renouveau. Néanmoins, le géant suisse de la distribution étale une abondante publicité dans la presse pour rallier le coopérateur-électeur. En six arguments dont la finesse n'a d'égal que l'autosatisfaction qu'ils traduisent, il brosse son portrait.

Pour une fois DP consent à un petit effort — dans le style télégraphique et rapide utilisé par M dans la

Tout cela est fort bien, mais ces rapports dégagent un inquiétant parfum de «moins d'Etat — plus de management». Non que l'Etat soit à tous coups le meilleur gestionnaire, non que le secteur privé soit toujours incapable de prendre en considération l'intérêt général. Mais on sent que dans l'esprit de la majorité des membres de la Délégation comme des commissions de gestion, la situation difficile des finances fédérales constitue une trop bonne occasion de modifier les rapports de forces en défaveur des collectivités publiques: à quoi bon leur donner davantage de moyens, puisqu'elles en gaspillent une si grande partie! Comme si le secteur privé ne donnait jamais d'exemples de décisions incompétentes, d'investissements mal choisis, de produits mal lancés, voire d'échecs plus graves encore, sanctionnés par la mise en faillite ... et la disparition de postes de travail.

L'esprit «cour des comptes» des commissions de gestion n'est pas mauvais en soi, et correspond bien à leur mission; mais son exploitation politique nuit gravement à la crédibilité de ces commissions et vide leur activité d'une bonne partie de son sens.

plupart des grands journaux suisses — de publicité gratuite, complété par les questions d'un esprit sceptique qui n'a pas encore compris les bienfaits de la société Migros — consommateurs, producteurs, distributeurs tous unis dans le meilleur des mondes:

**ET TOUT VA...**

1) Elle (Migros) consolide l'économie par son pouvoir concurrentiel.

*Les trusts et autres conglomérats, en affaiblissant la diversité de l'économie, ne la rendent-ils pas fragile?*

2) Elle garantit de nombreuses places de travail et contribue à juguler l'explosion du coût de la vie.

*Combien des places de travail de Migros ne sont-elles que celles qui ont été prises à d'autres entreprises? Le culte de la consommation célébré par Migros n'est-il pas un facteur d'inflation?*

**... POUR LE MIEUX...**

3) Elle offre aux consommateurs des produits de qualité à des prix intéressants.

*Combien de produits durables, utiles? C'est dans cette seule perspective que le rapport qualité/prix a une signification.*

4) Grâce à un système de distribution rationnel, elle assure aux producteurs l'écoulement de leur marchandise à des conditions avantageuses.

*Combien la Migros a-t-elle mangé de producteurs en leur imposant ses conditions «avantageuses»?*

5) Pour son personnel elle est un employeur exemplaire.

*Chasse à l'activité syndicale, rationalisation extrême, rythmes de travail de la Migros, est-ce un exemple à suivre?*

**... DANS LE MEILLEUR DES MONDES M**

6) Par son engagement sur le plan culturel et social, par sa participation à la protection de l'environnement, elle offre une contribution non négligeable à la société suisse.

*Dans quelle mesure tous ces efforts ne visent-ils pas à polir une image de marque et à affermir la société Migros?*

PS. Circulaire envoyée au nom des «trois commissions du personnel» et de la commission syndicale FCTA/Migros, reproduite dans notre dernier numéro (DP 547): cet appel à reconduire la direction en place n'a pas été seulement envoyé aux syndiqués, comme nous l'indiquions, mais à tout le personnel, y compris les surnuméraires.

VAPEURS

## La liberté d'expression au fond d'un verre d'alcool

*Le Parti du Travail avait à l'époque résolument soutenu l'initiative des Jeunes Bons Templiers, laquelle, on s'en souvient, s'opposait farouchement à la publicité pour l'alcool et le tabac. L'initiative avait été rejetée en votation populaire.*

*En fait, les pertes, pour les communistes, avaient été surtout sensibles au chapitre publicitaire: le volume des annonces «alcoolisées» avait fondu dans leur organe officiel, alors quotidien. Certains annonceurs avaient acculé la «Voix ouvrière» à respecter sa propre logique: vous prêchez l'interdiction de la publicité pour l'alcool et le tabac? Fort bien, nous n'annonçons plus... Oh, pas de déclaration fracassante de boycott! Juste un refus poli opposé aux démarcheurs du journal.*

*Il y a trois semaines, le Grand Conseil genevois*

*revenait sur le sujet. Interpellé, le Conseil d'Etat présentait alors une série de propositions d'action. Notamment, une invitation aux communes à interdire la publicité pour l'alcool et le tabac sur la voie publique.*

*Sursaut d'indignation d'un député-paysan radical: violation inadmissible de l'autonomie communale!*

*Au vote, la position radicale l'emportait... grâce à l'abstention des communistes.*

*Traumatisme publicitaire durable au sein du Parti du Travail? Influence de Roger Dafflon, «ministre» des sports, qui tient aux redevances publicitaires engrangées sur les stades?*

*Cette petite histoire, non pas pour jeter la pierre à une formation politique, mais pour remarquer une fois de plus que l'exercice bien compris de la liberté d'expression suppose d'avoir les reins solides, et dans le cas précis de savoir lever le coude. Ce n'est pas le représentant de Martini et Rossi pour Genève qui nous contredira, lui qui tenait table ouverte ce soir-là à la buvette du Grand Conseil: pas de problème pour vider son verre, quant aux reins...*

REÇU ET LU

## Modeste et indépendant

«Il y a possibilité de vous abonner à ce petit périodique qui a vu le jour en septembre 1974. Modeste mais fidèle, il a apporté, dans le Pays de Vaud et en Suisse romande, des points de vue originaux et indépendants. A vous d'en mesurer l'importance et la qualité. Les gens qui écrivent dans cet opuscule, ainsi que le rédacteur responsable, vont persévérer encore longtemps. Au rythme de quatre numéros ou peut-être plus si le besoin se fait sentir.»

On est loin de la chasse à l'abonné et de la survie à

tout prix: la votation sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat est passée, mais «Le Libre Penseur» poursuit bien sûr sur sa trajectoire, sans découragement. Publication marginale sans doute — encore une de celles qui n'apparaîtront jamais dans les catalogues officiels; cf. DP 543 — mais publication qui répond aux besoins de ses familiers et sympathisants (trois cents en Suisse romande), publication aux ambitions bien définies — «donner un tremplin critique aux personnes qui considèrent que la laïcité a encore et plus que jamais un sens en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle», écrit Marc Zurcher, le rédacteur responsable — publication «pas comme les autres» — et même en voie de devenir unique en son genre sous nos latitudes, puisqu'entièrement composée à la main en ces

temps d'offset envahissant et de composition intégrée.

«Le Libre Penseur», bulletin édité par l'Association vaudoise de la Libre Pensée (adresse utile: case postale 103, Lausanne 17), ce que peut être la «presse» dans toute son indépendance.

— Une sorte de «première» dans le dernier numéro du magazine hebdomadaire du «Tages Anzeiger» (n° 21): pour préparer leurs lecteurs aux prochaines élections qui devraient avoir lieu début juin à la Migros, les responsables de cette publication ont tout simplement retranscrit le débat télévisé qui avait réuni, le 13 avril dernier, lors d'une émission «Table ouverte» de la TV romande, Yvette Jaggi pour M-Renouveau et Pierre Arnold pour la coopérative contestée, sous la houlette de Jean Dumur. Jusqu'ici, les «citations» se faisaient dans l'autre sens: de la presse écrite au petit écran.

## LA COUTURE, UN POINT C'EST TOUT

On ne badine pas avec la couture en Romandie! Le très officiel bulletin d'information «Perspectives» (N° 3, mai 1980) publie «le programme romand pour l'enseignement des travaux à l'aiguille en troisième et quatrième année», tout en précisant que «les techniques indiquées représentent un indispensable minimum» et que «les réalisations, au choix de l'élève, doivent permettre une ouverture vers la créativité». Suit, comme de juste, l'énumération complète des disciplines en cause et qui vont de la broderie à la couture («main» et — signe des temps — «machine»). Rien que de très normal, dira-t-on. Certes, mais il faut admettre que le point crucial de cet enseignement doit être cette fameuse «ouverture vers la créativité des élèves». Qu'on en juge plutôt: au chapitre «crochet», après la tenue du fil et du crochet, on passe tout naturellement aux «mailles en l'air» ou «mailles chaînettes», puis aux «mailles serrées»; l'apprentissage du b-a ba! Et pour les exercices, les élèves romands ont le choix entre une pelote de coton jaune ou une pelote de coton turquoise. Il ne faudrait tout de même pas confondre «créativité» et fantaisie débridée.

## Pas à pas vers la transparence

Un coup de chapeau, un de plus, à la rédaction du magazine hebdomadaire du «Tages Anzeiger» qui vient encore ce dernier week-end (N° 22) d'ajouter une contribution importante à l'ébauche de l'amorce d'une certaine transparence de la vie politique et publique dans notre pays! Sur sept pages soigneusement documentées et précises, le magazine passe en effet en revue les parlementaires helvétiques actuels et leurs mandats d'administrateurs ou leurs positions directrices dans le secteur privé (tri salubre: pour une fois, l'auteur a éliminé les mandats d'administrateurs découlant directement d'une fonction publique, principalement au sein des conseils des banques cantonales et des sociétés d'électricité). Initiative courageuse du grand journal zurichois quand on sait quels démêlés l'ont opposé au monde de l'automobile le jour où il s'est avisé de mettre à jour les liens de certains députés avec ce lobby, puissant entre tous.

### OPINION

## Pour une presse engagée et indépendante

*C'est un fait acquis: la presse de gauche dans notre pays — mais également chez nos voisins — bat de l'aile. Quelques exceptions, ici ou là, parmi les quotidiens, en Italie ou en Allemagne, et en France, depuis un peu plus de deux ans, «Le Matin» qui vient de fêter son millième numéro. Cette publication, lancée par les propriétaires du «Nouvel Observateur», si elle n'est pas encore le grand succès commercial qui ferait date, marque au moins, dans la progression quasi-constante de son tirage, un espoir dans le paysage de l'information qu'on pouvait croire totalement investi par l'industrie.*

Renvoyons simplement nos lecteurs à un travail qui leur permettra peut-être de décrypter une partie des interventions faites sous la Coupole fédérale pendant les prochaines sessions. Qu'on sache seulement qu'au décompte final des sièges dans les conseils d'administration, comme à celui bien sûr des millions enregistrés au capital social des sociétés concernées, les radicaux arrivent en tête, suivis pourtant de près par les démocrates-chrétiens, mais très loin devant les socialistes.

— La grande agence de relations publiques Farner, aux dires de l'auteur du bouquin récemment paru en Suisse allemande sur la «dépendance» de la presse («Der verkaufte Leser», Lenos, Basel 1980) Ueli Haldimann, suit les traces de l'industrie automobile prétendant acheter, dans les journaux où elle annonce, un «environnement» favorable à sa publicité: le Dr Rudolf Farner soi-même aurait écrit à la rédaction d'un grand journal suisse qu'il ne paierait pas les frais d'insertion d'une campagne «Brunette» qu'il avait commandée, parce que les slogans favorables à «Brunette» voisinaient avec des textes hostiles à la fumée.

*Il y a quelques jours, «Le Matin» sortait un «spécial n° 1000» qui rappelait quelques points de repère importants pour comprendre le pari de ses promoteurs.*

*Parmi une quinzaine de textes intéressants, deux colonnes particulièrement pointues et bienvenues, dues à la plume du socialiste Gilles Martinet, l'un des premiers soutiens de l'entreprise, sous le titre «Le Matin» est-il un journal socialiste?».*

*Parce que la question d'une presse quotidienne de gauche, même socialiste, est posée en permanence en Suisse — avec une sorte d'acharnement en Suisse allemande, avec un soupçon de nostalgie en Suisse romande —, parce que Martinet rappelle un certain nombre de principes qu'il serait inutile de vouloir ignorer, quelques lignes de citations!*

*«Pourquoi la grande majorité des Français et des Françaises qui vote à gauche ne lit-elle pas un jour-*

*nal de gauche?», c'est la question que Martinet pose dès l'abord. Sa démonstration: «En premier lieu une réponse d'ordre économique. Pour lancer un grand journal, il faut beaucoup d'argent et, pour le faire vivre, beaucoup de publicité. Mais cette réponse n'est pas entièrement satisfaisante. Il existe un besoin d'information. Si un quotidien satisfait ce besoin mieux que ne le font ses concurrents, pourquoi ne réussirait-il pas à s'imposer?»*

*»La question est donc de savoir si un journal de gauche peut fournir une meilleure information qu'un journal de droite. Or si le second est beaucoup plus gêné que le premier pour mettre en lumière un certain nombre de réalités sociales, il dispose de deux atouts non négligeables: son conformisme et sa prétention à l'objectivité (aucun journal de droite ne s'avouera de droite).*

*»Bien sûr, l'objectivité pure n'existe pas. Ne serait-ce que parce qu'il faut opérer un choix parmi des milliers d'informations disponibles. Mais on peut donner beaucoup plus facilement l'impression d'être objectif lorsqu'on reste dans le domaine des idées reçues que lorsqu'on bouscule ces idées. Ce qu'on entend d'un côté est familier, donc plus aisément crédible. Ce qu'on lit de l'autre dérange et force à la réflexion.*

*»(...) Il existe une attente pour une information plus authentique, impliquant un éclairage différent des faits. C'est là que résident les chances d'une presse de gauche. Mais ces chances ne peuvent être saisies que dans la mesure où l'on ne confond pas la démarche journalistique et la démarche politique. La grande erreur de la gauche, dans le passé, a été de croire que le besoin d'une information différente pouvait être satisfait par une presse de parti.»*

*On ne peut pas cerner plus nettement une démarche et ses exigences. Dans cette perspective, on doit à la vérité de dire que, sans l'aide de la publicité, le quotidien «Libération» — autre exception notable! —, toujours outre-Jura, a encore mieux que «Le Matin» su s'abstraire des lignes partisans pour découvrir une nouvelle forme de journalisme (à l'américaine).*

*Encore ces quelques lignes de Martinet qui fixe, en conclusion, les rapports du «*Matin*» avec le parti socialiste: «*Le Matin*», à la fois journal engagé et journal indépendant. Ceux qui disent qu'il n'est pas un journal socialiste se trompent en ce sens qu'aucun quotidien ne fait autant que lui comprendre les nécessités des solutions socialistes. Mais ils lui rendent, en même temps, un fier service, car beaucoup de lecteurs lui retireraient leur confiance s'ils pensaient que «*Le Matin*» était susceptible de recevoir des consignes et d'édulcorer telle ou telle information sous le prétexte de ne pas gêner les formations politiques et syndicales qui lui sont proches.»*

DÉMOCRATIE

## La circulaire et le presse-papier

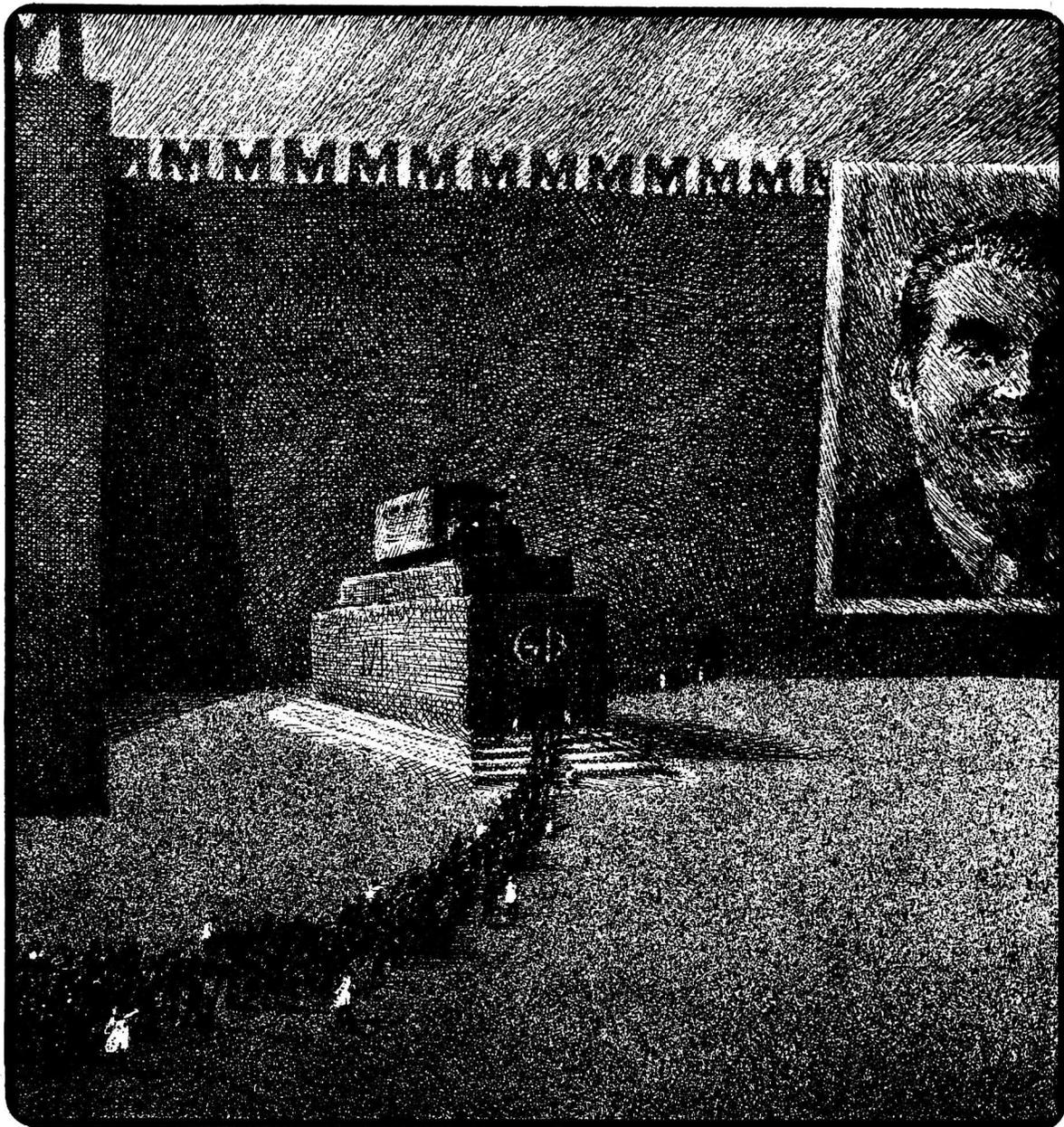
Comme ailleurs, les députés au Grand Conseil genevois sont la cible d'une publicité intensive, et calculée sur mesures ... et parfois, il faut l'avouer, inventive!

Voyez par exemple les efforts déployés par les promoteurs du gaz pour attirer l'attention sur leurs intérêts! Au cours d'une campagne soigneusement orchestrée et menée sur plusieurs mois, ces industriels-là ont fait parvenir aux représentants du peuple — en tout bien tout honneur, cela va de soi:

- un cube presse-papier taillé dans le minerai dont sont revêtues les conduites afin d'éliminer la déperdition du gaz dans l'environnement;
- un morceau de charbon qui, comme chacun sait, est à l'origine du gaz naturel;
- un verre à bière et une canette, en guise d'illustration de l'utilisation industrielle du gaz...

Face à une offensive d'une telle envergure, que vouliez-vous que fit l'industrie du mazout? Contre-attaquer, bien sûr. Mais qui a lu sa circulaire en deux couleurs?

LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



## Des socialistes que le pouvoir n'use pas

Trois enseignements qui vont un peu à contre-courant des tendances admises (en général), souhaitées (par la bourgeoisie) ou craintes (par la gauche).

1. La participation électorale approche des 50%, soit une augmentation sensible par rapport à 1976. D'explication tout à fait satisfaisante, il n'y en a guère, sinon celle, peut-être, que les partis de droite ont vraiment beaucoup, beaucoup dépensé pour faire revivre la «guerre froide» et faire tomber les majorités de gauche à La Chaux-de-Fonds et au Locle, ne parvenant en définitive qu'à mieux mobiliser l'électorat.

2. «Grosso modo», les souhaits bourgeois ne se sont pas réalisés et le «mariage» des libéraux du Bas et des progressistes-nationaux du Haut n'a pas créé de dynamique quelconque. Les socialistes loclois et chaux-de-fonniers sortent renforcés de la consultation populaire; ce qui évidemment met fin à certaines de leurs craintes. Plus généralement, le parti socialiste avait déjà gagné dans l'ensemble des 62 communes du canton une vingtaine de sièges en 1976; il en gagne à nouveau autant cette fois, dépassant le total de 400, record historique qui fait

des socialistes l'incontestable parti numéro un de la république.

3. A l'inverse, et c'est bien normal, le parti radical poursuit une perte d'une trentaine de sièges le déclin dont il est imperturbablement atteint depuis plusieurs élections.

En complément, quelques précisions pour les trois villes de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Le Locle, qui permettront aux Suisses romands de se faire une idée des rapports de forces existant dans ces chefs-lieux neuchâtelois:

- les socialistes progressent dans ces trois villes;
- les radicaux reculent dans les deux premières et avancent dans la troisième;
- les libéraux avancent dans les deux premières et régressent dans la troisième;
- les populistes perdent du terrain à La Chaux-de-Fonds, se maintiennent au Locle et ne percent pas à Neuchâtel;
- la LMR qui s'essayait pour la première fois sur le plan communal réalise une toute maigre récolte à Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds;
- le (pseudo) mouvement pour l'environnement continue de voir fondre son électorat, au point de disparaître de l'exécutif de Neuchâtel;
- les indépendants de M-Officiel se maintiennent à La Chaux-de-Fonds, mais ont triste mine à Neuchâtel.

### NOTES DE LECTURE

## Vivre en ville

Prendre en mains son propre cadre de vie, cette ambition s'est lentement fait jour en Suisse pendant la dernière décennie, sous des formes diverses, qu'on habite en ville ou à la campagne, qu'on ait une «pratique» revendicative héritée de quelque mouvement contestataire ou qu'on démarre dans

l'expérience d'une participation à la vie publique. Dresser une sorte d'inventaire de ces nouvelles stimulations de la démocratie classique, c'est le pari des auteurs d'une plaquette courte et précise (rédigée comme un fichier) qui vient de paraître sous le titre «Groupements de citoyens — Participation — Cadre de vie»: cinquante expériences de groupements de citoyens de toute la Suisse, décrites par leurs animateurs eux-mêmes, avec le risque de subjectivité que cela comporte, mais aussi avec un foisonnement de détails inédits connus des seuls parti-

cipants. Au total, une somme remarquablement stimulante en vue d'une contagion générale manifestement indispensable: le renouveau des institutions démocratiques patinées par l'usage viendra peut-être de la réussite de l'apprentissage des citoyens aux prises avec l'organisation de leur vie dans leur quartier.

<sup>1</sup> Aux Editions du Ciedart, Venise 1980. Ouvrage collectif réalisé grâce à l'aide de la fondation Wohnen & Oeffentlichkeit de Dübendorf et du mouvement Pro Fribourg, prélude à la rencontre de groupements de citoyens ces 7 et 8 juin à Bâle sur le thème des «rues résidentielles». Ce petit livre de quelque 150 pages peut être obtenu auprès de Pro Fribourg, Stalden 14, 1700 Fribourg.

### TÉLÉVISION

## Un débat en toute discrétion

«Table ouverte» dimanche dernier à la Télévision romande sur l'affaire des douaniers, et sur ses tenants et aboutissants fiscaux, juridiques et politiques. Deux Français, deux Suisses, tous quatre hommes de bonne compagnie. Les questions des téléspectateurs «moyens» (dont le premier n'était autre qu'un conseiller national) arrivent donc ponctuellement après trois quarts d'heure de discussion civilisée, sans rien bouleverser. Jusqu'au moment où, après un instant de silence destiné à ménager l'effet qui devait se produire, Jean Ziegler s'annonce au bout du fil. Emoi autour de la table, et beau sourire de Jean-Pierre Chevènement, qui salue le camarade-interlocuteur; puis déferle le torrent de dénégations indignées, puis Ziegler revient à la charge, puis les gens se dégagent, et on passe au téléspectateur suivant. D'aucuns auront remarqué qu'en nonante minutes d'émission, Jean Ziegler aura été le seul — oui, le seul — à citer un nom (l'UBS)! Les autres ont préféré faire des allusions sans dénoncer personne. Aura compris qui aura pu.